

Le défi de l'évaluation

CÉCILE GLADEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Mesurer le niveau de responsabilité sociale des entreprises (RSE) n'est pas de tout repos. La pratique n'étant pas réglementée, chacun y va de sa propre interprétation. Les faiseurs de palmarès et les différents organismes de mesure tentent de relever le défi.

Le seul organisme qui encadre la RSE au niveau international, le « Global Reporting Initiative » (GRI), n'est pas un palmarès, mais une mesure de déclaration volontaire des entreprises.

« Le rôle du GRI est d'encourager la transparence et faciliter la compréhension par les compagnies et le public des impacts de leurs actions. Tout ça dans l'espoir que ce processus les mène vers une responsabilité sociale accrue », explique Alyson Slater, directrice associée du GRI et Torontoise expatriée depuis quatre ans à Amsterdam, où est établi l'organisme.

Cet organisme a vu sa popularité grimper ces dernières années. En effet, le nombre d'entreprises qui ont adopté les principes directeurs du GRI est passé de 100 à 1000 au cours des dernières années. « C'est encore bien peu par rapport au nombre de compagnies dans le monde, avoue Alyson Slater. Notre objectif est d'en convaincre 10 000, puis 100 000. »

D'ailleurs, pour élargir son influence, le GRI vient de renouveler ses principes directeurs. « Nous voulions les rendre plus clairs, moins académiques, mais pas moins sévères. Nous devons conserver notre crédibilité », précise Alyson Slater. Quatre grands thèmes définissent ces principes : la participation des actionnaires, le développement durable, la complémentarité et la matérialité.



PHOTO NORM BETTS, BLOOMBERG©

Un travailleur défait un écran d'ordinateur usagé à l'usine de recyclage Noranda, à Brampton, en Ontario. Cette usine est détenue par une filiale de Falconbridge, l'une des 36 entreprises canadiennes qui se conforment aux principes du GRI (Global Reporting Initiative).

Dorénavant, trois niveaux sont accessibles de C (déclaration d'au moins 10 principes directeurs) à A (50 principes ou plus). « Les entreprises peuvent aussi débiter par trois principes, puis six l'année suivante. Nous n'imposons rien, nous guidons », ajoute Alyson Slater. Actuellement, 36 entreprises canadiennes se conforment aux principes directeurs du GRI, dont Alcan, la Banque de Montréal, Hydro-Québec et Falconbridge. Les déclarations sont vérifiées par les analystes du GRI.

Le GRI est reconnu interna-

tionalement et reste l'un moyen le plus crédible de mesurer la RSE, mais il n'est pas exempt de critiques. « Ça indique une bonne transparence, mais pas une bonne performance », précise François Meloche, du Groupe Investissement Responsable.

Le « Dow Jones Sustainability Index » (DJSI) et le « Jantzi Social Index » (JSI) se distinguent. « Il faut savoir que le Dow Jones est le plus crédible aux yeux des investisseurs. Il a pris une grande ampleur lors des dernières années, ce qui a amplifié

son impact », explique François Meloche. Les entreprises incluses dans le DJSI sont évaluées par l'entreprise de recherche suisse, SAM Group, renommée pour sa rigueur.

Un autre groupe européen établit un palmarès des meilleures entreprises internationales en RSE, le cabinet de consultation britannique, CSR Network. Ce palmarès est produit en collaboration avec l'organisme à but non lucratif britannique AccountAbility et la revue Fortune International.

Des palmarès controversés

Corporate Knight a même changé ses critères

CÉCILE GLADEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Les palmarès des meilleures entreprises responsables socialement sont loin de faire l'unanimité. Certains se contredisent ou créent une commotion en classant des entreprises controversées dans le peloton de tête. Une situation qui a d'ailleurs entraîné des changements au palmarès de Corporate Knight.

Le deuxième rang de l'entreprise de fabrication de cigarettes, Rothmans, lors du classement 2006 des 50 meilleures entrepri-

ses citoyennes de la revue *Corporate Knight*, a réveillé le rédacteur en chef, Toby Heaps.

Le prochain palmarès inclura l'ajout d'indicateurs secondaires comme l'impact environnemental et l'empreinte écologique de l'entreprise, tant au Canada qu'au niveau international. « Même si nous étions satisfaits de nos indicateurs, il y a toujours place à l'amélioration et notre palmarès de juin 2007 reflètera ces changements », explique Toby Heaps, reconnaissant du même souffle qu'aucun palmarès n'est parfait.

Actuellement, le palmarès de Corporate Knight est réalisé à partir de 13 indicateurs dont la diversité du conseil d'administration et des dirigeants, les salaires, la pollution, etc.

Outre celui de Corporate Knight, il existe plusieurs palmarès des meilleures entreprises socialement responsables; notons ceux de la revue américaine *Business Ethics* et de la revue du *Globe & Mail*, *Report On Business*, produit en collaboration avec la compagnie de recherche Jantzi Research, qui établit le Jantzi Social Index (JSI). Tous sont controversés.

« Il faut les prendre avec un grain de sel et avoir une idée de la manière dont ils ont été réalisés », nuance François Meloche, du Groupe Investissement Responsable.

« Les palmarès ne sont pas très crédibles », ajoute Richard Petersen, vice-président responsabilité sociale des entreprises du Cabinet de relations publiques National. Ce dernier pense que le meilleur est celui du *Report on Business* car il utilise les données du JSI.

Subjectifs

Pour le Conference Board of

Canada, les palmarès sont subjectifs, pas vraiment avantageux et peuvent devenir dangereux. « C'est inutile si cela force des entreprises à faire ce qu'elles ne veulent pas faire. Il n'y a rien de bénéfique si les entreprises se battent pour être en haut du palmarès », souligne Jacques Lévesque, directeur de la gouvernance et de la responsabilité sociale des entreprises au Conference Board of Canada.

Jacques Lévesque regrette que les palmarès sèment la confusion et leur préfère le Global Reporting Initiative (GRI).

Faut-il jeter à la poubelle l'ensemble des palmarès? Non, répond Brenda Plant, consultante et présidente du regroupement de gens d'affaires intéressés par la RSE, Cataléthique. « Ils sont une reconnaissance pour les entreprises qui font des efforts, pas seulement sur les profits, mais sur leurs actions sociales. »



TOUT EST LIÉ.

Alcan salue les entreprises qui jouent un rôle actif dans le développement social et environnemental des communautés dans lesquelles elles sont présentes.

LIÉE AU QUÉBEC. LIÉE À LA PLANÈTE.

